

Audience publique du 9 mars 2015

Recours formé par Monsieur et consorts,
contre une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile,
en matière de protection internationale (art. 19, L.5.5.2006)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 34554 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 19 mai 2014 par Maître Frank Wies, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, né le à (Libye), de nationalité libyenne, et de son épouse, Madame, née le à (Algérie), de nationalité algérienne, agissant en leur nom personnel, ainsi qu'au nom et pour le compte de leurs enfants mineurs,, née le à (France), de nationalité libyenne, et, né le à, de nationalité libyenne, demeurant actuellement ensemble à tendant, d'une part, à la réformation d'une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 15 avril 2014 portant refus de leur demande de protection internationale, et, d'autre part, à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire inscrit dans le même acte ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe du tribunal administratif le 7 juillet 2014 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport ainsi que Maître Catherine Wagener, en remplacement de Maître Frank Wies, et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline Jacques en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 5 janvier 2015.

En date du 10 avril 2013, Monsieur et son épouse, Madame, agissant en leur nom personnel, ainsi qu'au nom et pour le compte de leurs enfants mineurs ... et, ci-après désignés par les « consorts », introduisirent auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration, une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, désignée ci-après par « la loi du 5 mai 2006 ».

Les déclarations des consorts sur leur identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Grand-Duché de Luxembourg furent actées par un agent de la police grand-ducale, section police des étrangers et des jeux, dans un rapport du 12 avril 2013.

Monsieur fut entendu les 17 juin, 12 et 23 juillet 2013 par un agent du ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration, sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale, l'audition de Madame-..... s'étant déroulée le 9 août 2013.

Par décision du 15 avril 2014, notifiée aux intéressés par lettre recommandée du 16 avril 2014, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après dénommé « le ministre », informa les consorts que leur demande de protection internationale avait été rejetée comme non fondée, tout en leur enjoignant de quitter le territoire dans un délai de 30 jours, la prédite décision étant libellée comme suit :

« (...) J'ai l'honneur de me référer à vos demandes en obtention d'une protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection que vous avez présentées auprès du service compétent du Ministère des Affaires étrangères en date du 10 avril 2013.

Quant à vos déclarations auprès du Service de Police Judiciaire

En mains le rapport du Service de Police Judiciaire du 12 avril 2013.

Il ressort dudit rapport que vous auriez quitté votre pays d'origine en 2008. Vous auriez alors fait escale à Malte et en Italie avant d'entrer en France. En date du 4 avril 2013, vous auriez pris le train à Marseille pour venir au Luxembourg. Vous expliquez avoir quitté votre pays d'origine pour des raisons politiques.

En outre, il en ressort, Monsieur, que vous avez bénéficié d'un visa Schengen délivré par l'Italie et valable du 15 mars 2010 au 14 avril 2010. Vous êtes répertorié en France où vous êtes entré pour la première fois le 31 mars 2010 et où vous avez déposé une demande de titre de séjour « vie privée et familiale ». Votre demande a été refusée et vous avez été obligé de quitter le territoire français le 21 février 2012. A partir du 5 juillet 2012, vous ne bénéficiez plus d'un droit de séjour en France.

Vous présentez la copie d'un passeport libyen et un passeport algérien établis les 13 juillet 2004 et 4 janvier 2010.

Quant à vos déclarations auprès du Service des Réfugiés

En mains les rapports d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères des 17 juin 2013, 12 et 23 juillet 2013 et 9 août 2013, ainsi que les documents versés à l'appui de vos demandes de protection internationale.

Monsieur, il résulte de vos déclarations que vous auriez quitté la Libye à cause d'une affaire de dettes. Ainsi, en 2002, vous auriez ouvert un commerce de vêtements avec votre associé (R-10978). Un certain vous aurait alors proposé de mettre à votre disposition un commerce situé sur un marché et se serait joint à votre entreprise en tant que troisième associé.

En 2007, les renseignements de la sécurité intérieure et extérieure se seraient intéressés à vous et vous auriez appris que ferait parti d'un groupement islamiste. Vous dites aurait été arrêté pendant que vous vous seriez trouvé en Tunisie. Après votre retour, vous auriez été convoqué à une enquête menée par le service de la lutte contre les incroyants, un service qui aurait dépendu directement de la présidence de Kadhafi. Ce service vous aurait accusé d'association avec des groupes islamistes. Néanmoins, comme vous auriez des bonnes relations avec des membres du gouvernement, vous n'auriez pas été « trop inquiété » par ce service. Par contre, il vous aurait fait comprendre que le but serait d'arrêter et que vous

devriez les aider dans cette tâche. Comme les services de renseignements l'auraient soupçonné de se trouver à Malte, ils vous auraient fait faire des allers retours pour essayer de le retrouver sur place. Vous auriez aussi été censé récolter des informations sur d'autres Libyens recherchés et qui se trouveraient également à Malte. Après votre mariage en octobre 2007, votre épouse vous aurait rejoint dans vos voyages à Malte, mais elle n'aurait pas été au courant des véritables causes du voyage. Par la suite, les demandes du service des renseignements seraient devenues « tellement pressantes » que vous auriez décidé de quitter la Libye et de vous réfugier en Corse en avril 2008 où vous seriez resté jusqu'en 2009.

En mai 2009, vous auriez appris que le service secret libyen aurait mis une grande pression sur votre famille pour savoir où vous vous trouveriez. En plus, le groupement de aurait enlevé votre frère cadet. Vous seriez alors retourné en Libye et vous expliquiez qu'il aurait été facile de résoudre votre problème avec le gouvernement. Un ami de vous aurait ensuite organisé le contact avec les ravisseurs de votre frère. Ce groupement vous aurait accusé d'être responsable de plusieurs arrestations de leurs membres. Vous auriez finalement réussi à libérer votre frère en versant la somme de 30.000.- dinars (environ 17.400.- euros). Vous précisez avoir réussi à résoudre ce problème grâce à l'intervention de votre clan.

En plus, vous auriez appris que vous seriez accusé par d'autres commerçants d'avoir des créances; dans ce contexte, vous parlez d'un « coût monté par avec tous ces commerçants pour nous rendre la vie difficile » (p. 4/10). Comme vous n'auriez pas réussi à résoudre ce problème « matériellement », vous auriez décidé de quitter à nouveau votre pays d'origine et de vous installer en Corse après des escales à Rome et à Livourne. Vous signalez que toutes les créances présentées au tribunal seraient basées sur de faux documents et vous expliquez que votre affaire se serait trouvée « au niveau des postes de police ». Vous seriez d'avis qu'elle serait ensuite arrivée « au niveau du tribunal ».

Vous ajoutez que des « bandes armées fanatisées et incontrôlables » dirigeraient actuellement la Libye. Dans ce contexte, vous expliquez que vous appartiendriez à la tribu des Ouarfala qui aurait bénéficié de la protection des autorités sous l'ère Kadhafi mais au-dessus de laquelle « un grand point d'interrogation » flotterait actuellement.

Vous avez versé deux documents pour étayer vos dires:

- 1. Une attestation de la « Libye libre, Conseil national de transition — Conseil militaire de Gharian » datée du 15 mars 2012. Elle parle du fait que votre maison aurait été détruite par des frappes collatérales lors de bombardements pendant la révolution libyenne. De plus, elle informe que vous auriez des engagements et des dettes qui s'élèvent à la somme de 110.000.- dinars (environ 63.800 euros) et que vous craindriez des représailles. A noter que l'authenticité de ce document ne saurait pas être établie. Bien qu'il ressorte de l'entretien que vous ayez remis le « document original », celui-ci constitue [...] clairement [une] copie [...]. En plus, il est étonnant de constater que ce document parle de la destruction de votre maison pendant la révolution libyenne, alors que vous n'avez à aucun moment fait état d'un tel incident. Il faut également se demander comment v[ous] auriez eu accès à ce document si, comme vous le dites, vous n'auriez plus été en Libye depuis 2009. Il paraît également douteux que le gouvernement de transition, ayant succédé à une guerre civile et un vide de pouvoir, puisse être au courant de dettes présumées que vous auriez eues auprès d'autres commerçants il y a plusieurs années. En tous cas, toute personne ayant accès à un ordinateur aurait*

pu établir un tel document, qui paraît d'ailleurs « préfabriqué » et quasiment identique à celui versé par votre associé; en effet, uniquement la date et la somme de la dette ont été modifiées. En tous cas, il paraît plus que probable qu'il s'agit d'un document « stéréotype » accessible à toute personne.

2. *Une lettre du délégué du Ministre de la Défense du gouvernement libyen, Monsieur, datée du 20 juin 2012. Il y explique, qu'en raison de « nombreux agissements incontrôlables dus aux conflits (...), cette somme dont il [à savoir: vous] est redevable peut-être une réelle menace pour sa vie et son avenir, et le Ministère de la Défense n'assure pas la protection des individus et se désengage de toute responsabilité ». Ainsi, la sécurité ne saurait pas être garantie sur l'intégralité du territoire libyen, « faute de police civile et d'armes qui circulent sans contrôle aucun ». Là encore, il y a lieu de relever que l'authenticité ne saurait être établie puisqu'il s'agit à nouveau d'une copie identique à celle versée par votre associé. De plus, tout comme le premier document versé, ce document a été émis en juin 2012 et donc à une époque où vous ne vous seriez plus trouvé en Libye. En tous cas, il n'est ni crédible, ni probable qu'un Délégué du Ministre soit au courant de vos dettes présumées que vous auriez eues il y a plusieurs années auprès d'autres commerçants.*

Madame, vous confirmez les dires de votre époux. Vous précisez avoir quitté l'Algérie à cause de la pauvreté. Ainsi, après votre mariage en 2007, vous seriez partie avec votre époux en Libye afin de chercher un travail. Vous précisez que personnellement, vous n'auriez « aucune envie d'introduire une demande d'asile » (p. 3/6) et que vous auriez bien vécu en Libye. Vous n'auriez fait que suivre votre époux.

Enfin, il ressort des rapports d'entretien qu'il n'y a plus d'autres faits à invoquer au sujet de vos demandes de protection internationale et aux déclarations faites dans ce contexte.

Analyse ministérielle en matière de Protection internationale

En application de la loi précitée du 5 mai 2006, vos demandes de protection internationale sont évaluées par rapport aux conditions d'obtention du statut de réfugié et de celles d'obtention du statut conféré par la protection subsidiaire.

Soulignons dans ce contexte que l'examen et l'évaluation de votre situation personnelle ne se limitent pas à la pertinence des faits allégués, mais qu'il s'agit également d'apprécier la valeur des éléments de preuve et la crédibilité de vos déclarations.

1. Quant à la Convention de Genève

Il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière des demandeurs qui doivent établir, concrètement, que leur situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des Réfugiés.

Rappelons à cet égard que l'octroi du statut de réfugié est soumis à la triple condition que les actes invoqués sont motivés par un des critères de fond définis à l'article 2 [d]) de la loi modifiée du 5 mai 2006, que ces actes sont d'une gravité suffisante au sens de l'article

31(1) de la prédite loi, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs aux termes de l'article 28 de la loi susmentionnée.

Selon l'article 1A paragraphe 2 de ladite Convention, le terme de réfugié s'applique à toute personne qui crai[nt] avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, qui se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ; ou qui si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels évènements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner.

Madame, il importe tout d'abord de souligner que vous auriez déménagé en Libye en 2007, mais que vous êtes de nationalité algérienne. Vous êtes née à Alger/Algérie et vous possédez un passeport algérien. Votre demande de protection internationale est donc uniquement à évaluer par rapport aux problèmes que vous rencontrez dans le pays dont vous possédez la nationalité, à savoir l'Algérie. Or, force est de constater que vous ne faites pas état de problèmes que vous auriez connus en Algérie, si ce n'est le fait que vous auriez vécu dans la pauvreté.

Monsieur, il ressort à suffisance de votre dossier administratif que les raisons qui vous ont amenées à quitter votre pays d'origine n'ont pas été motivées par un des critères de fond définis par lesdites Convention et loi. Votre demande repose essentiellement sur des motifs d'ordre privé et économique sans aucun lien avec l'un des critères définis dans les prédits textes, qui garantissent une protection internationale à toute personne qui craint avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa nationalité, de sa religion, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques.

En effet, l'acte invoqué (un « coup monté » concernant des dettes) que vous déclarez avoir subi de la part de et d'autres commerçants, constitue un délit relevant du droit commun, du ressort des autorités de votre pays.

En outre, en application de l'article 29 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection au cas de l'espèce, il ne ressort pas des rapports d'entretien que l'Etat ou d'autres organisations étatiques présentes sur le territoire de votre pays ne peuvent ou ne veulent pas vous accorder une protection à l'encontre de ces commerçants. En effet, Monsieur, vous expliquez que « l'affaire » serait passée au tribunal. On en déduit qu'il vous aurait donc été possible de vous défendre contre les accusations de créances prétendument fausses.

Quoi qu'il en soit, vous affirmez vous-même avoir à nouveau quitté votre pays d'origine parce que vous n'auriez pas pu résoudre « matériellement » votre problème. Or, des raisons financières ne sauraient fonder une demande de protection internationale. Vos soucis liés à vos dettes ne sauraient donc pas être pris en compte dans le cadre de vos demandes. Madame, il en est de même du fait que vous auriez quitté l'Algérie à cause de la pauvreté.

Monsieur, concernant les craintes liées à votre appartenance aux Ouarfalas (respectivement Warfalla), il s'agit en premier lieu de préciser qu'il ressort des informations en nos mains que cette tribu constitue la plus grande tribu libyenne. De même, nos recherches n'ont pas permis de corroborer vos dires selon lesquels la tribu des Ouarfalas risque de faire l'objet d'actes de persécution au présent ou dans le futur. De ce point de vue, il est donc

surprenant de constater que vous avancez des craintes liées à votre appartenance à cette tribu. En effet, vous ne seriez plus retourné en Libye depuis 2009 et vous ne faites pas état d'un incident concret qui serait lié à votre appartenance à la tribu des Ouarfalas. Ainsi, on est amené à juger que les craintes que vous exprimez s'analysent plutôt en l'expression d'un simple sentiment général d'insécurité plutôt qu'en une crainte fondée, basée sur des faits concrets. De simples craintes hypothétiques qui ne sont basées sur aucun fait réel ou probable ne sauraient cependant constituer des motifs visés par la Convention de Genève. Un sentiment général d'insécurité ne constitue pas une crainte fondée de persécution au sens de la prédite Convention.

Cela vaut d'autant plus que vous auriez vécu en Italie et en France et ce sur une période de cinq ans, sans pour autant y rechercher une forme quelconque de protection. Or, on peut s'attendre à ce qu'une personne vraiment persécutée dans son pays d'origine, dépose une demande de protection internationale dans le premier pays sûr rencontré. Ceci confirme le fait que les ennuis que vous invoquez n'entrent pas dans le cadre prévu par la Convention de Genève et la loi modifiée du 5 mai 2006. Madame, vous affirmez d'ailleurs avoir bien vécu en Libye et ne pas avoir voulu déposer de demande de protection internationale.

Quant aux autres incidents mentionnés, à savoir vos soucis avec le gouvernement et l'enlèvement de votre frère, on peut noter que vous signalez vous-même avoir résolu ces problèmes, grâce notamment à votre tribu et à vos bonnes relations avec des membres du gouvernement de l'époque.

En des termes plus généraux, on peut noter que la situation dans votre pays d'origine a changé depuis votre départ en 2009. La Libye est en effet en train de se remettre d'une révolution qui a renversé Mouammar Kadhafi en août 2011. Un premier gouvernement intérimaire a été installé en novembre 2011, qui a organisé les premières élections libres du 7 juillet 2012 pour une nouvelle assemblée législative, le Congrès Général National. Le Congrès Général National a élu un Président et un Premier Ministre en août 2012, et un gouvernement de coalition a été mis en place en date du 31 octobre 2012. La Banque Mondiale écrit que « The government's priorities announced in the 2013 plan and budget include restoring national security, reconciliation, disbanding armed militias, promoting economic recovery, decentralization and improving basic services at the local level, combating corruption and promoting transparency. The prime minister is credited for having taken clear actions to strengthen security with the formation of an integrated national army and the successful (and peaceful) second anniversary of the revolution in February 2013 ».

Relevons qu'en vertu de l'article 30 (1) de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, le ministre peut estimer qu'un demandeur n'a pas besoin de protection internationale lorsque, dans une partie du pays d'origine, il n'y a aucune raison de craindre d'être persécuté ni aucun risque réel de subir des atteintes graves et qu'il est raisonnable d'estimer que le demandeur peut rester dans cette partie du pays.

Ainsi, la conséquence d'une fuite interne présume que le demandeur puisse mener, dans une autre partie de son pays d'origine, une existence conforme à la dignité humaine. Selon les lignes directrices de l'UNHCR, l'alternative de la fuite interne s'applique lorsque la zone de réinstallation est accessible sur le plan pratique, sur le plan juridique, ainsi qu'en termes de sécurité.

En l'espèce, il ressort de vos dires, Monsieur, que vous ne pourriez pas vous installer dans une autre région de la Libye parce que les gens vous reconnaîtraient à cause de votre nom de famille. En plus, votre nom serait « fiché ». Or, ces seuls constats généraux ne permettent pas de justifier une impossibilité de fuite interne. Ainsi, il n'est pas établi en l'espèce que vous n'auriez pas pu recourir vous-même à une réinstallation à l'intérieur de votre pays. Madame, vous affirmez ne pas avoir connu de problèmes en Algérie, mais vous voudriez seulement y retourner plus tard, après que vos enfants auraient bénéficié d'une « bonne éducation » en Europe. Or, des seules raisons de convenance personnelle ne sauraient pas non plus justifier une impossibilité de fuite interne ou bien un retour dans votre pays d'origine.

Compte tenu des constatations qui précèdent concernant les conditions générales dans ces pays et votre situation personnelle, force est de retenir que les critères du paragraphe 2 de l'article 30 de la loi modifiée du 5 mai 2006 sont clairement remplis.

En conclusion, les faits que vous alléguiez ne peuvent, à eux seuls, établir dans votre chef une crainte fondée d'être persécutés dans vos pays d'origine du fait de votre race, de votre religion, de votre nationalité, de votre appartenance à un groupe social ou de vos convictions politiques ainsi que le prévoit l'article 1^{er}, section 1, § 2 de la Convention de Genève ainsi que les articles 31 et 32 de la loi précitée du 5 mai 2006.

De tout ce qui précède, les conditions permettant l'octroi du statut de réfugié ne sont pas remplies.

2. Quant à la Protection subsidiaire

L'octroi de la protection subsidiaire est soumis à la double condition que les actes invoqués par les demandeurs, de par leur nature, entrent dans le champ d'application de l'article 37 précité de la loi modifiée du 5 mai 2006, à savoir qu'ils répondent aux hypothèses envisagées aux points a), b) et c) de l'article 37 de ladite loi, et que les auteurs de ces actes puissent être qualifiés comme acteurs au sens de l'article 28 de cette même loi, étant relevé que les conditions de la qualification d'acteur sont communes au statut de réfugié et à celui conféré par la protection subsidiaire.

En l'espèce, il ressort de votre dossier administratif que vous basez vos demandes de protection subsidiaire sur les mêmes motifs que ceux exposés à la base de vos demandes de reconnaissance du statut du réfugié. En effet, Monsieur, vous indiquez que vous auriez quitté la Libye parce que vous n'auriez pas pu résoudre « matériellement » le problème de vos dettes. En plus, vous expliquez que votre tribu ne bénéficierait plus de la protection des autorités comme sous l'ère Kadhafi. Madame, vous auriez quitté l'Algérie à cause de la pauvreté et vous signalez ne pas avoir connu de problèmes en Libye.

Au vu de ce qui précède, il convient de conclure que vos récits ne contiennent pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, les faits invoqués à l'appui de vos demandes, ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptibles de faire l'objet de

menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

De tout ce qui précède, les conditions permettant la reconnaissance du statut conféré par la protection subsidiaire ne sont pas remplies.

Vos demandes en obtention d'une protection internationale sont dès lors refusées comme non fondées au sens de l'article 19§1 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.

Votre séjour étant illégal, vous êtes dans l'obligation de quitter le territoire endéans un délai de 30 jours à compter du jour où la présente décision sera devenue définitive, à destination de la Libye, de l'Algérie ou de tout autre pays dans lequel vous êtes autorisés à séjourner (...) ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 19 mai 2014, les consorts ont fait introduire un recours tendant, d'une part, à la réformation de la décision du ministre du 15 avril 2014 portant refus de leur demande de protection internationale et, d'autre part, à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire inscrit dans le même acte.

1) Quant au recours en réformation introduit contre la décision du ministre du 15 avril 2014 portant refus d'une protection internationale

Etant donné que l'article 19, paragraphe (3) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en réformation en matière de décisions de refus d'une demande de protection internationale, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation. Ledit recours en réformation est par ailleurs recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de leur recours, les demandeurs, Monsieur étant originaire de Lybie, tandis que son épouse, Madame-..... étant de nationalité algérienne, déclarent qu'en 2002, Monsieur aurait décidé d'ouvrir un commerce en Lybie, ensemble avec son associé, Monsieur Ils auraient été approchés par Monsieur qui leur aurait proposé un emplacement fixe au marché pour vendre leurs marchandises, en échange d'une association, à hauteur de 50 %, dans leur commerce. En 2007, Monsieur aurait été convoqué à un interrogatoire mené par le service de lutte contre les incroyants, un service directement lié à la présidence de Kadhafi, en raison de son association avec Monsieur, membre d'un groupe islamiste. Le service de lutte contre les incroyants aurait exigé la collaboration du demandeur afin de faire arrêter Monsieur, soupçonné d'être à Malte, où le demandeur se serait, par après, rendu à plusieurs reprises. En raison des pressions exercées sur Monsieur par le service de renseignement libyen, les demandeurs auraient décidé de quitter définitivement la Libye en avril 2008 pour s'installer en Corse. Les demandeurs auraient cependant dû revenir en Libye en mai 2009 afin de faire libérer le frère de Monsieur, moyennant le paiement d'une rançon de 30.000 dinars libyens, qui aurait été pris en otage par le groupement islamiste de Monsieur, Le demandeur aurait, lors de son séjour en Libye, également dû apprendre que d'autres commerçants libyens l'aurait accusé de ne pas avoir remboursé ses dettes, ce qui ne correspondrait cependant pas à la réalité, étant donné qu'il se serait agi d'un coup monté par Monsieur avec les commerçants pour lui causer du tort, les prétendues créances ayant été basées sur de faux documents. En raison de l'impossibilité de pouvoir résoudre ce litige avec les commerçants libyens, étant donné que l'affaire aurait déjà été portée devant un

tribunal libyen, les demandeurs auraient décidé de quitter la Libye et d'introduire une demande de protection internationale au Luxembourg.

En droit, les demandeurs reprochent au ministre d'avoir qualifié les faits à la base de leur demande de protection internationale de motifs d'ordre privé, respectivement d'ordre économique, sans lien avec les critères définis dans la Convention de Genève et la loi du 5 mai 2006. En effet, ils auraient dû quitter la Libye, en raison du fait que le groupement islamiste, dont Monsieur aurait été un membre, aurait accusé le demandeur, ainsi que son associé, d'avoir collaboré avec les autorités libyennes, partant en raison des opinions politiques que le groupement islamiste lui aurait attribuées au sens de l'article 32 (2) de la loi du 5 mai 2006, ce dernier lui reprochant d'avoir travaillé pour le régime de Kadhafi et d'être à l'origine de l'arrestation de plusieurs de ses membres.

Les demandeurs soulignent ensuite que la police libyenne n'aurait pas été en mesure de les protéger contre les agissements de ce groupement islamiste, en se basant sur un rapport de l'organisation « *Human Rights Watch* » du 21 janvier 2014 intitulé « *World Report 2014 – Libya* », sur un rapport du « *United States Department of state* » du 27 février 2014 intitulé « *2013 Country Reports on Human Rights Practises – Libya* », ainsi que sur un rapport de l'organistation « *Freedom House* » du 1^{er} février 2013 intitulé « *Freedom in the World 2013 – Libya* », ces trois rapports mettant en doute l'impartialité et l'indépendance du système judiciaire libyen, ainsi que son efficacité en raison de problèmes de corruption.

Concernant la situation sécuritaire en Libye, les demandeurs, en se fondant sur le rapport précité de l'organisation « *Human Rights Watch* » du 21 janvier 2014, affirment que des milices contrôlèrent une grande partie du territoire et des ressources de la Libye, dont notamment ses champs pétrolifères. Il ressort de ce rapport que le nombre de conflits entre les groupements armés aurait augmenté en 2013, de même que les attaques exercées par des milices contre le gouvernement, notamment à Benghazi et à Derna. Par ailleurs, à Tripoli, des milices auraient attaqué des manifestants pacifiques en novembre 2013. Les demandeurs en déduisent qu'ils risqueraient encore de faire l'objet d'actes de persécutions en raison de l'appartenance de Monsieur à la tribu des Ouarfalas.

Les demandeurs critiquent encore la décision du ministre en ce qu'elle a retenu que l'authenticité des deux documents qu'ils ont déposés à l'appui de leur demande de protection internationale ne serait pas établie. Ils expliquent que du fait de leur absence du territoire libyen, ils n'auraient pas pu obtenir les documents eux-mêmes, mais auraient chargé des membres de la famille de Monsieur de leur fournir ces documents, dont ils auraient présenté des copies au ministre. Par ailleurs, les documents sur lesquels sont apposés des tampons du gouvernement libyen, le ministre resterait en défaut de rapporter la preuve qu'il s'agirait de faux. Finalement, quant à leur contenu, il ne serait pas douteux du simple fait qu'il serait attesté par un gouvernement de transition succédant à une guerre civile, étant donné qu'il ne serait pas prouvé que l'ensemble des données informatiques gouvernementales aient été détruites pendant la guerre. Il ne serait pas non plus étonnant que les documents des demandeurs et ceux de l'associé de Monsieur, Monsieur, contiendraient les mêmes informations, car ils auraient eu une histoire commune.

Quant à la possibilité d'une fuite interne, les demandeurs citent une jurisprudence du tribunal administratif¹ dont il se dégagerait qu'il n'appartiendrait pas au demandeur de

¹ Tribunal administratif, 13 juillet 2009, n° 25558 du rôle.

protection internationale de présenter une raison valable l'empêchant de profiter d'une fuite interne, mais qu'il incomberait au ministre de rapporter la preuve de l'absence de tout risque dans le chef du demandeur et des raisons plausibles justifiant son refus d'accorder la protection internationale. En l'espèce, les demandeurs n'auraient pas pu s'installer dans une autre région de la Libye, étant donné que le groupement islamiste de Monsieur serait présent sur tout le territoire.

Le délégué du gouvernement estime que le ministre aurait procédé à une juste appréciation de la situation des demandeurs et conclut au rejet de leur recours.

S'agissant de prime abord de la question de la authenticité des deux documents versés à titre de pièces, le tribunal relève que la partie étatique n'a tiré aucune conclusion concrète de la mise en doute de ces documents par rapport à la crédibilité du récit des demandeurs, et notamment sur la réalité des problèmes rencontrés par le demandeur avec la sécurité intérieure et avec un groupement islamiste, de sorte que le tribunal tient pour établi l'intégralité du récit des demandeurs.

Quant au bien-fondé de la demande en obtention du statut de réfugié, aux termes de l'article 2 a) de la loi du 5 mai 2006, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré par la protection subsidiaire.

La notion de « *réfugié* » est définie par l'article 2 d) de ladite loi comme étant « *tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner (...)* ».

Par ailleurs, aux termes de l'article 31, paragraphe (1) de la loi du 5 mai 2006 : « *Les actes considérés comme une persécution au sens de l'article 1A de la Convention de Genève doivent :*

a) être suffisamment graves du fait de leur nature ou de leur caractère répété pour constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'homme, en particulier des droits auxquels aucune dérogation n'est possible en vertu de l'article 15, paragraphe 2, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; ou

b) être une accumulation de diverses mesures, y compris des violations des droits de l'homme, qui soit suffisamment grave pour affecter un individu d'une manière comparable à ce qui est indiqué au point a). »

Finalement, aux termes de l'article 28 de la loi du 5 mai 2006 : « *Les acteurs des persécutions ou atteintes graves peuvent être :*

a) l'Etat ;

b) des partis ou organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci ;

c) *des acteurs non étatiques, s'il peut être démontré que les acteurs visés aux points a) et b), y compris les organisations internationales, ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions ou atteintes graves. »*,

et aux termes de l'article 29 de la même loi : *«(1) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves ne peut être accordée que par :*

a) l'Etat, ou

b) des partis ou organisations y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci, pour autant qu'ils soient disposés à offrir une protection au sens du paragraphe (2) et en mesure de le faire.

(2) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves doit être effective et non temporaire. Une telle protection est généralement accordée lorsque les acteurs visés au paragraphe (1) points a) et b) prennent des mesures raisonnables pour empêcher la persécution ou des atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constituant une persécution ou une atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection.

(3) Lorsqu'il détermine si une organisation internationale contrôle un Etat ou une partie importante de son territoire et si elle fournit une protection au sens du paragraphe (2), le ministre tient compte des orientations éventuellement données par les actes du Conseil de l'Union européenne en la matière. »

Il se dégage des articles précités de la loi du 5 mai 2006 que l'octroi du statut de réfugié est notamment soumis aux conditions que les actes invoqués sont motivés par un des critères de fond définis à l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006, à savoir la race, la religion, la nationalité, les opinions politiques ou l'appartenance à un certain groupe social, que ces actes sont d'une gravité suffisante au sens de l'article 31, paragraphe (1) de la loi du 5 mai 2006, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs aux termes des articles 28 et 29 de la loi du 5 mai 2006, étant entendu qu'au cas où les auteurs des actes sont des personnes privées, elles sont à qualifier comme acteurs seulement dans le cas où les acteurs visés aux points a) et b) de l'article 28 de la loi du 5 mai 2006 ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions et, enfin, que le demandeur ne peut ou ne veut pas se réclamer de la protection de son pays d'origine.

Dans la mesure où les conditions sus-énoncées doivent être réunies cumulativement, le fait qu'une d'elles ne soit pas valablement remplie est suffisant pour conclure que le demandeur ne saurait bénéficier du statut de réfugié.

Force est encore de relever que la définition du réfugié contenue à l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006 retient qu'est un réfugié une personne qui *« craint avec raison d'être persécutée »*, de sorte à viser une persécution future sans qu'il n'y ait nécessairement besoin que le demandeur ait été persécuté avant son départ de son pays d'origine. Par contre, s'il s'avérait que tel avait été le cas, l'article 26, paragraphe (4) de la loi du 5 mai 2006 établit une présomption simple que de telles persécutions se poursuivront en cas de retour dans le pays d'origine, étant relevé que cette présomption pourra être renversée par le ministre par la

justification de l'existence de bonnes raisons de penser que ces persécutions ne se reproduiront pas. L'analyse du tribunal devra par conséquent en définitive porter sur l'évaluation, au regard des faits que les demandeurs avancent, du risque d'être persécutés qu'ils encourraient en cas de retour dans leurs pays d'origine respectifs.

Contrairement à ce qui a été retenu par le ministre dans sa décision déferée, les difficultés dont font état les demandeurs ont été motivées par des considérations politiques, à savoir les opinions politiques qui ont été prêtées à Monsieur, d'une part, par la sécurité intérieure en raison de sa prétendue appartenance à un groupement islamiste opposé au régime de Kadhafi, et, d'autre part, par un tel groupement islamiste en raison de son prétendu soutien du régime de Kadhafi, et ne sont pas à considérer comme délits de droits communs, mais rentrent *a priori* dans le champ d'application de la Convention de Genève, les actes invoqués par les demandeurs étant motivés par un des critères de fond définis à l'article 2 d) de la loi du 5 mai 2006, étant cependant encore relevé que le motif invoqué par Madame-..... pour justifier son départ d'Algérie, ayant trait à l'absence de ressources financières, ne tombe pas dans le champ d'application de la Convention de Genève.

Cependant, le tribunal constate que les difficultés rencontrées par les demandeurs n'ont pas été d'une gravité telle qu'elles dépassent le seuil fixé à l'article 31 de la loi du 5 mai 2006 pour pouvoir être qualifiées d'actes de persécution.

En effet, s'agissant des problèmes que Monsieur a eus avec la sécurité intérieure sous le régime de Kadhafi, à savoir qu'il aurait été contraint à collaborer avec les autorités libyennes en vue de faire arrêter son ancien associé, Monsieur, force est de constater que les agissements des services de renseignement libyens se résument à l'exercice d'une certaine pression morale sur Monsieur, sans que ce dernier n'aurait, d'une part, fait l'objet d'agressions physiques, voire de menaces verbales afin de s'assurer de sa coopération, et, d'autre part, fait l'objet de représailles de la part des autorités libyennes, lors de son retour en Libye en mai 2009.

Concernant pour le surplus l'enlèvement du frère du demandeur par le groupement islamiste reprochant à Monsieur d'avoir trahi Monsieur et d'avoir collaboré avec le régime de Kadhafi, force est au tribunal de constater qu'il s'agit d'un enlèvement isolé qui a pu être résolu moyennant le paiement d'une rançon. Les demandeurs ne font, par ailleurs et par la suite, plus état d'un quelconque autre incident en relation directe avec ce groupement.

Par ailleurs, tous les incidents décrits ci-dessus ayant trait à la sécurité intérieure et au groupement islamiste se sont produits sous le régime de Kadhafi, lequel a, entretemps, été renversé en octobre 2011 à la suite d'une révolution. Les raisons avancées par les demandeurs afin de justifier leur demande de protection internationale sont donc toutes liées au régime de Kadhafi, de sorte que, compte tenu de la chute dudit régime en 2011 et de l'absence d'une quelconque menace ou d'un quelconque acte récents de la part du groupement islamiste ou de Monsieur, et à défaut de plus amples développements par les demandeurs permettant de retenir qu'ils courraient néanmoins toujours, en cas de retour en Libye, des risques sous le régime libyen actuel, l'affirmation que l'appartenance tribale de Monsieur pourrait être à l'origine d'actes de persécution n'étant corroborée par aucun élément concret soumis à l'appréciation du tribunal, lesdites raisons ne sont plus d'actualité dans le contexte prévalant à la date à laquelle le tribunal est amené à statuer.

S'agissant enfin du coup monté de Monsieur relatif à des dettes que le demandeur et son ex-associé auraient eues envers d'autres commerçants à Tripoli, le tribunal est amené à retenir que les demandeurs versent certes une attestation datant de janvier 2013 du Conseil national de transition – Conseil militaire de Gharian faisant état de dettes dans le chef de Monsieur, mais qu'il ne se dégage ni de ce document, ni d'autres éléments du dossier que, mis à part un éventuel sentiment général d'insécurité qu'ils auraient pu ressentir, ils auraient personnellement rencontré une quelconque difficulté concrète avec un des soi-disant créanciers. Les problèmes qu'ils pourraient rencontrer en relation avec ces prétendues dettes sont donc purement hypothétiques et ne permettent, en tout cas, pas d'établir dans leur chef un risque concret de faire l'objet d'actes de persécution en cas de retour en Libye.

Dès lors, le tribunal est amené à conclure que c'est à juste titre que le ministre a refusé d'octroyer au demandeur le statut de réfugié.

Quant au volet de la décision litigieuse portant refus dans le chef du demandeur d'un statut de protection subsidiaire, aux termes de l'article 2 f) de la loi du 5 mai 2006, est une « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* », « *tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37, l'article 39, paragraphes (1) et (2), n'étant pas applicable à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays* ».

L'article 37 de la même loi énumère, en tant qu'atteintes graves, sous ses points a), b) et c), « *la peine de mort ou l'exécution ; la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine ; des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

Il s'ensuit que l'octroi de la protection subsidiaire est notamment soumis aux conditions que les actes invoqués par le demandeur, de par leur nature, entrent dans le champ d'application de l'article 37 précité de la loi du 5 mai 2006, à savoir qu'ils répondent aux hypothèses envisagées aux points a), b) et c), précitées, de l'article 37, et que les auteurs de ces actes puissent être qualifiés comme acteurs au sens des articles 28 et 29 de cette même loi, étant relevé que les conditions de la qualification d'acteur sont communes au statut de réfugié et à celui conféré par la protection subsidiaire.

Par ailleurs, l'article 2 f), précité, définissant la personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire comme étant celle qui avance « *des motifs sérieux et avérés de croire que* », si elle est renvoyée dans son pays d'origine « *courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37* », cette définition vise partant une personne risquant d'encourir des atteintes graves futures, sans qu'il n'y ait nécessairement besoin que le demandeur ait subi des atteintes graves avant son départ de son pays d'origine. Par contre, s'il s'avérait que tel avait été le cas, l'article 26, paragraphe (4) de la loi du 5 mai 2006 établit une présomption simple que les atteintes graves antérieures d'ores et déjà subies se reproduiront en cas de retour dans le pays d'origine, étant relevé que cette présomption pourra être renversée par le ministre par la justification de l'existence de bonnes raisons de penser que ces atteintes graves ne se reproduiront pas. L'analyse du tribunal devra par conséquent en

définitive porter sur l'évaluation, au regard des faits que les demandeurs avancent, du risque réel de subir des atteintes graves qu'ils encourraient en cas de retour dans leurs pays d'origine respectifs.

Le tribunal constate que la demande de protection subsidiaire n'est étayée par aucun moyen dans la requête des demandeurs et est dès lors censée être basée sur les mêmes motifs que ceux qui sont à la base de leur demande de reconnaissance du statut de réfugié.

Bien qu'il y ait actuellement des affrontements entre des groupes armés en Libye, susceptibles d'être qualifiés de conflit armé, au sens de la jurisprudence récente de la Cour de Justice de l'Union Européenne^{2,3}, il ne ressort pas des éléments soumis à l'appréciation du tribunal que le degré de violence qui caractérise ces affrontements, celles-ci touchant certaines régions du pays, ait atteint un niveau de gravité suffisant au sens de l'article 37 c) de la loi du 5 mai 2006. Par ailleurs les demandeurs n'allèguent pas risquer la peine de mort ou l'exécution dans leur pays d'origine, de sorte qu'il y a seulement lieu de vérifier si les agissements dont ils font état peuvent être qualifiés de torture ou de traitements, respectivement sanctions inhumains ou dégradants.

Or, tel que développé ci-avant dans le cadre de l'analyse de la demande en obtention du statut de réfugié, les demandeurs n'ont fait état que de problèmes liés à la sécurité intérieure de Kadhafi et à un groupement islamiste opposé à l'ancien régime, faits isolés survenus entre 2007 et 2009 et ne risquant pas de se reproduire sous l'actuel gouvernement libyen, d'un sentiment général d'insécurité en rapport avec de prétendues dettes dont Monsieur aurait accusé Monsieur, ainsi que de raisons économiques ayant motivées le départ de Madame d'Algérie, de sorte que le tribunal n'aperçoit aucun élément concret susceptible d'établir, sur base des mêmes événements, qu'il existerait, dans leur chef, un risque de subir les atteintes graves précitées au sens de la loi du 5 mai 2006. Dès lors c'est à bon droit que le ministre a refusé de leur accorder la protection subsidiaire au sens de l'article 2 de la loi du 5 mai 2006.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que c'est à bon droit que le ministre a déclaré la demande de protection internationale sous analyse comme non justifiée, de sorte que le recours en réformation est à rejeter comme non fondé.

2) Quant au refus dirigé contre la décision ministérielle du 15 avril 2014 portant ordre de quitter le territoire

Etant donné que l'article 19, paragraphe (3) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en annulation contre l'ordre de quitter le territoire, une requête sollicitant l'annulation de pareil ordre contenu dans la décision déferée a valablement pu être dirigée contre la décision ministérielle litigieuse. Le recours en annulation ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai prévus par la loi, est recevable.

Les demandeurs soutiennent en premier lieu que si la décision de refus d'octroi d'un des statuts de protection internationale encourrait la réformation, l'ordre de quitter le territoire devrait également être annulé.

Aux termes de l'article 19, paragraphe (1) de la loi du 5 mai 2006, « *une décision*

² CJUE, C-465/07, Elgafaji c/ Pays-Bas, 17 février 2009.

³ CJUE, C-285/12, Diakité c/ Belgique, 30 janvier 2014.

négalive du ministre vaut décision de retour [...] ». En vertu de l'article 2. r) de la loi du 5 mai 2005 la notion de « *décision de retour* » se définit comme « *la décision négative du ministre déclarant illégal le séjour et imposant l'ordre de quitter le territoire* ».

Il se dégage des conclusions ci-avant retenues par le tribunal que le ministre a refusé à bon droit d'accorder aux demandeurs un statut de protection internationale, de sorte qu'il a également pu valablement émettre un ordre de quitter le territoire à leur encontre.

En ordre subsidiaire, les demandeurs font exposer que l'ordre de quitter le territoire devrait encourir l'annulation au motif qu'il violerait l'article 129 de la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration dans la mesure où, en cas de retour en Libye, ils feraient l'objet de traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Il convient de rappeler que si l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, ci-après désignée par « la CEDH », auquel renvoie l'article 129 précité, proscriit la torture et les peines ou traitements inhumains ou dégradants, encore faut-il que le risque de subir des souffrances mentales ou physiques présente une certaine intensité.

En effet, si une mesure d'éloignement - tel qu'en l'espèce consécutive à l'expiration du délai imposé aux demandeurs pour quitter le Luxembourg - relève de la CEDH dans la mesure où son exécution risquerait de porter atteinte aux droits inscrits à l'article 3, ce n'est cependant pas la nature de la mesure d'éloignement qui pose problème de conformité à la CEDH, spécialement à l'article 3, mais ce sont les effets de la mesure en ce qu'elle est susceptible de porter atteinte aux droits que l'article 3 garantit à toute personne. C'est l'effectivité de la protection requise par l'article 3 qui interdit aux Etats parties à la CEDH d'accomplir un acte qui aurait pour résultat direct d'exposer quelqu'un à des mauvais traitements prohibés. S'il n'existe pas, dans l'absolu, un droit à ne pas être éloigné, il existe un droit à ne pas être soumis à la torture ou à des traitements inhumains ou dégradants, de sorte et a fortiori qu'il existe un droit à ne pas être éloigné quand une mesure aurait pour conséquence d'exposer à la torture ou à une peine ou des traitements inhumains ou dégradants.

Cependant, dans ce type d'affaires, la Cour européenne des droits de l'Homme soumet à un examen rigoureux toutes les circonstances de l'affaire, notamment la situation personnelle du requérant dans l'Etat qui est en train de mettre en œuvre la mesure d'éloignement. La Cour européenne des droits de l'Homme recherche donc s'il existait un risque réel que le renvoi du requérant soit contraire aux règles de l'article 3 CEDH. Pour cela, la Cour évalue ce risque notamment à la lumière des éléments dont elle dispose au moment où elle examine l'affaire et des informations les plus récentes concernant la situation personnelle du requérant.

Le tribunal procède donc à la même analyse de l'affaire sous examen.

Le tribunal vient, tel que développé ci-dessus, de retenir que les demandeurs n'ont pas fait état d'une crainte justifiée d'atteintes graves telles que définies à l'article 37 de la loi du 5 mai 2006, de sorte que, compte tenu des moyens figurant dans la requête introductive d'instance, le tribunal ne saurait utilement remettre en cause ni la légalité, ni le bien-fondé de la décision déferée portant ordre de quitter le territoire.

Partant, le recours en annulation est à rejeter pour ne pas être fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit en la forme le recours en réformation introduit contre la décision ministérielle du 15 avril 2014 portant refus d'une protection internationale ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

reçoit en la forme le recours en annulation introduit contre l'ordre de quitter le territoire contenu dans le même acte ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

condamne les demandeurs aux frais ;

Ainsi jugé par :

Anne Gosset, premier juge,
Paul Nourissier, juge,
Daniel Weber, juge,

et lu à l'audience publique du 9 mars 2015, par le premier juge, en présence du greffier Monique Thill.

s. Monique Thill

s. Anne Gosset

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 9 mars 2015
Le greffier du tribunal administratif